



CHAPITRE 45

Loi concernant les droits sur les suc-
cessions

[Sanctionnée le 26 février 1953]

SA MAJESTE, de l'avis et du consen-
tement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

CHAPTER 45

An Act respecting the succession duties

[Assented to, the 26th of February, 1953]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

S.R.,
c. 80,
a. 11,
remp.

1. L'article 11 de la Loi des droits sur
les successions (Statuts refondus, 1941,
chapitre 80, remplacé par l'article 1 de la
loi 7 George VI, chapitre 18) est remplacé
par le suivant:

Exemp-
tion en
ligne
directe.

"11. Dans toute succession dont la
valeur imposable n'excède pas cinquante
mille dollars, transmise, en totalité ou en
partie, aux personnes mentionnées au
paragraphe 1 de l'article 9, les exemptions
suivantes sont accordées, quant auxdites
personnes, savoir:

a) exemption de tout droit de succe-
sion, dans tous les cas, sur un montant de
dix mille dollars;

b) en outre, exemption de tout droit de
succession sur un montant de mille cinq
cents dollars par chaque enfant vivant du
de cuius, au premier degré, âgé de moins
de vingt-cinq ans et domicilié en cette
province.

Idem.

Dans tous les autres cas où la valeur
totale des biens transmis aux personnes
mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9
n'excède pas le montant des exemptions
ci-dessus mentionnées, ces personnes n'ont
aucun droit à payer sur ces biens ou leur
transmission; si la valeur totale des biens
ainsi transmis excède le montant de ces

1. Section 11 of the Quebec Succe-
sion Duties Act (Revised Statutes, 1941,
chapter 80, as replaced by section 1 of the
act 7 George VI, chapter 18), is replaced
by the following:

R.S.,
c. 80,
s. 11, re-
placed.

"11. In all estates, the dutiable values
of which do not exceed fifty thousand
dollars, transmitted, in whole or in part,
to the persons mentioned in subsection 1
of section 9, the following exemptions
shall be granted, with respect to the said
persons, namely:

Exemp-
tion in
direct
line.

a. in all cases, an exemption from all
succession duties on ten thousand dollars;

b. in addition, an exemption from all
succession duties on an amount of fifteen
hundred dollars for each child, in the first
degree, under twenty-five years of age,
domiciled in this Province left by and
surviving the deceased.

In all other cases where the aggregate
value of the property transmitted to the
persons mentioned in subsection 1 of sec-
tion 9 does not exceed the amount of the
above mentioned exemptions, no duties
shall be payable by the said persons on the
said property or on the transmission there-
of; if the aggregate value of the property

Idem.

exemptions, le montant des droits exigibles de ces personnes sur ces biens ou leur transmission ne doit pas dépasser le montant de l'excédent.

Répartition.

Lorsque les biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 sont situés partie dans la province et partie hors de la province, les exemptions ci-dessus se répartissent proportionnellement entre ces biens."

S.R.,
c. 80,
a. 22,
remp.

2. L'article 22 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Donations
entrevifs.

"22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, la jouissance ou l'usufruit d'un bien est réputé transmis par décès:

Moins de
cinq ans.

1° Lorsqu'il y a eu disposition de ce bien à titre gratuit d'une manière quelconque par la personne décédée et que cette disposition a pris effet dans les cinq années précédant le décès de la personne qui l'a consentie; si une telle disposition a pour objet une somme d'argent, elle est réputée ne prendre effet, pour les fins de la présente loi, que le jour où cette somme est réellement versée;

Somme
d'argent.

Plus de
cinq ans.

2° Lorsque la disposition de ce bien faite à titre gratuit d'une manière quelconque a pris effet plus de cinq ans avant le décès du disposant et que ce dernier ne s'est pas actuellement et absolument dessaisi de son droit de propriété à la totalité de ce bien, de son droit d'en toucher ou recevoir les fruits, ou en a eu l'usage, la garde ou la gestion, ou a continué à en toucher les fruits, ou a reçu des donataires ou d'autres personnes une compensation quelconque pour tenir lieu de la totalité ou d'une partie des fruits de ce bien, ou a stipulé que ce bien ne pourrait être aliéné, à titre onéreux ou gratuit, nanti ou hypothéqué, ou que le produit de ce bien ne pourrait être employé ou approprié sans son consentement ou celui d'une personne par lui désignée; ou lorsque le nantissement, ou que l'aliénation, ou l'hypothèque de ce bien, ou l'emploi de son produit a été fait avec le consentement du disposant, directement ou indirectement; ou lorsque le disposant s'est réservé le droit de révoquer totalement ou partiellement la disposition, ou a stipulé une

thus transmitted exceeds the amount of the said exemptions, the amount of duties exigible from the said persons on the said property or on the transmission thereof must be limited to the said excess.

Where the property transmitted to the persons mentioned in subsection 1 of section 9 is situate partly within and partly outside this Province, the hereinabove exemptions shall be rateably apportioned as between the said property."

Appor-
tioning.

2. Section 22 of the said act is replaced by the following sections:

R.S.,
c. 80,
s. 22, re-
placed.

"22. For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of any property shall be deemed to be transmitted owing to death:

Gifys
inter vivos.

1. Whenever the deceased has disposed thereof by gratuitous title in any manner whatsoever and the said disposition has taken effect within the five years prior to the death of the person by whom it was made; when the subject matter of such disposition is a sum of money, the disposition, for the purposes of this act, is deemed to take effect only on the date on which the said sum is really paid;

Within
five years.

2. Whenever the disposition of such property by gratuitous title in any manner whatsoever has taken effect more than five years prior to the death of the person by whom it was made and the said person has not actually and absolutely divested himself of his ownership in the entirety of the said property, of his right to collect and receive the fruits thereof, or has had the use, custody or administration of the said property or has continued to receive the fruits thereof, or has received from the donees or other persons any compensation whatsoever in lieu of the entirety or of part of the said fruits, or has stipulated that the said property could not be alienated by onerous or gratuitous title, pledged or hypothecated, or that the proceeds thereof could not be invested or appropriated without his consent or that of a person by him designated; or whenever the pledge, alienation or hypothecation of such property, or the investment of the proceeds thereof, took place with the disposer's consent, directly or indirectly; or whenever the disposer has reserved to

Sum of
money.

Over five
years.

charge ou un paiement quelconque en sa faveur ou en faveur d'une autre personne, seule ou conjointement avec lui, ou a stipulé le retour de ce bien à lui-même, à sa succession, à ses héritiers, à ses donataires ou à ses légataires, ou s'est réservé le droit de nommer d'autres bénéficiaires ou dépositaires dudit bien ou a effectivement fait une telle nomination.

himself the right to revoke the disposition in whole or in part, or has stipulated any charge or payment in his favour or in favour of another, alone or jointly with himself, or has stipulated that such property shall return to him or his estate, heirs, donees or legatees, or has reserved to himself the right to appoint other beneficiaries or depositaries of the said property or has actually made such appointment.

Excep-
tions.

Le présent article ne s'applique pas
a) à une donation entrevifs ou à plusieurs donations entrevifs faites en faveur du même donataire, dont la valeur totale au cours de la même année civile n'excède pas deux mille dollars;

b) à une ou des donations entrevifs de biens agricoles en cette province par un cultivateur à un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier, lorsque la valeur des biens ainsi donnés n'excède pas en tout dix mille dollars. Si cette valeur excède dix mille dollars, l'excédent seul est réputé transmis par décès.

This section shall not apply

a. to one or more gifts *inter vivos*, in favour of the same donee, the aggregate value of which in the same calendar year does not exceed two thousand dollars;

b. to one or more gifts *inter vivos* of agricultural property in this Province by a farmer to another farmer or to the consort of the latter, when the value of the property so given does not exceed ten thousand dollars in all. If such value exceeds ten thousand dollars, the excess only shall be deemed to be transmitted owing to death.

Validité.

La validité d'une disposition visée par les dispositions des paragraphes 1^o et 2^o du présent article et des transmissions ou transports subséquents des biens qui en font l'objet n'est pas atteinte par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi.

The validity of a disposition contemplated by the provisions of paragraphs 1 and 2 of this section and of subsequent transmissions or transfers of property subject thereto shall not be affected by the non-payment of the duties imposed by this act.

Validity.

Donations
revêtant
autre
forme.

"22a. Lorsque la disposition d'un bien revêt la forme d'un contrat à titre onéreux mais comporte en fait une libéralité, cette libéralité est réputée, pour les fins de la présente loi, constituer, jusqu'à concurrence de sa valeur, une disposition d'un bien à titre gratuit.

"22a. Whenever a disposition of property takes the form of an onerous contract but in fact entails a gratuity, such gratuity shall be deemed, for the purposes of this act, to constitute, to the extent of the value thereof, a disposition of property by gratuitous title.

Gratui-
tous dis-
position
in other
form.

Biens
réputés
transmis
par décès
nonob-
stant
transport.

"22b. Lorsqu'une personne domiciliée dans la province au moment de son décès, survenu après le premier janvier 1950, a cédé ou transporté à une société, compagnie ou corporation, quelque bien en considération ou en échange de parts, obligations, bons, *débentures*, billets ou autres valeurs de ladite société, compagnie ou corporation, ou de revenus, émoluments, bénéfices, paiements ou autres avantages, et que cette cession ou ce transport a été fait autrement que dans le cours ordinaire des affaires et a eu pour effet d'éviter ou de diminuer les droits qui auraient été

"22b. Whenever a person domiciled in the Province at the time of his death, which occurred after the 1st of January 1950, has assigned or transferred to a partnership, company or corporation any property in consideration of or in exchange for capital shares, bonds, debentures, notes or other securities of such partnership, company or corporation, or for revenues, emoluments, benefits, payments or other advantages, and such assignment or transfer was made otherwise than in the ordinary course of business and has resulted in the avoidance or

Property
deemed
transmit-
ted owing
to death
notwith-
standing
transfer.

payables en vertu de la présente loi, si cette cession ou ce transport n'avait pas eu lieu et ce bien avait fait partie de son patrimoine, à son décès, ce bien est réputé, pour les fins de la présente loi, être un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par le décès de cette personne et doit être compris dans sa succession. Toute personne bénéficiant de ce bien, directement ou indirectement, par suite de cette cession ou de ce transport ou d'un acte concomitant ou subséquent consenti par la personne décédée, doit payer, dans la mesure du bénéfice qu'elle a reçu, relativement à ce bien réputé transmis à cause de mort, les mêmes droits que ceux qu'elle aurait dû acquitter, si la propriété, la jouissance ou l'usufruit du bien cédé ou transporté lui avait été transmis par le décès de la personne qui a fait la cession ou le transport.

Valeur réelle.

La valeur réelle de ce bien, à la date du décès, est établie par le percepteur compétent, lequel doit en déduire, pour les fins des droits de succession, la valeur réelle, à la même date, du bien reçu en échange."

S.R.,
c. 80,
a. 24, ab.
Id.,
a. 24a,
am.

3. L'article 24 de ladite loi est abrogé.

4. L'article 24a de ladite loi, édicté par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 32, est modifié en biffant, après le chiffre 23, dans la deuxième ligne, la virgule et le chiffre 24.

Id., a. 27,
remp.

5. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 32, est remplacé par le suivant:

Assuran-
ces-vie.

"**27.** 1. Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, le produit de polices d'assurance, y compris celles émises ou appliquées suivant la Loi de l'assurance des maris et des parents, dû par un assureur en raison ou à l'occasion du décès de la personne sur la tête de qui l'assurance a été contractée, est réputé un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par ce décès et est

decrease of the duties which would otherwise have been payable under this act, had such transfer or assignment not been made and such property had formed part of his estate, at the time of his death, the ownership, enjoyment or usufruct of such property shall be deemed, for the purposes of this act, to have been transmitted owing to the death of the assignor or transferor and shall be included in his estate. Every person benefiting therefrom, directly or indirectly, whether in consequence of the said assignment or transfer or of contemporaneous or subsequent deeds or instruments executed by the deceased, shall pay, in proportion to the benefit derived by him, the same duties in respect of the property deemed to have been transmitted owing to the death, as would have been payable, had the ownership, enjoyment or usufruct of the property assigned or transferred been transmitted to him owing to the death of the assignor or transferor.

The real value of the said property, as at the date of the death, shall be determined by the collector having jurisdiction, who shall, however, deduct therefrom, for succession duty purposes, the real value, as at the same date, of the property received in exchange."

Real
Value.

3. Section 24 of the said act is repealed.

4. Section 24a of the said act, as enacted by section 5 of the act 13 George VI, chapter 32, is amended by striking out the comma at the end of the third line and the figures "24", in the fourth line thereof.

R.S.,
c. 80,
s. 24, re-
pealed.

Id.,
s. 24a,
am.

5. Section 27 of the said act, as amended by section 6 of the act 13 George VI, chapter 32, is replaced by the following:

Id., s. 27,
replaced.

"**27.** 1. Notwithstanding any provision inconsistent herewith, the proceeds of insurance policies, including those issued or appropriated pursuant to the Husbands' and Parents' Life Insurance Act, due by an insurer by reason or on account of the death of the person on whose life the insurance was effected, shall be deemed to be property whereof the ownership, usufruct or enjoyment is trans-

Life insur-
ance.

sujet au paiement des droits prévus par l'article 9, suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire et la personne sur la tête de qui repose l'assurance, même lorsque cette dernière n'a pas personnellement contracté l'assurance et n'en a pas acquitté les primes.

Primes supportées par bénéficiaire.

Toutefois, la proportion des sommes payables par l'assureur correspondant aux primes que le bénéficiaire a personnellement acquittées et effectivement supportées, par rapport au montant total des primes, et la partie des mêmes sommes que le bénéficiaire ou cessionnaire a de toute autre manière acquise à titre purement onéreux ne sont pas sujettes aux droits imposés par la présente loi et ne sont pas comprises dans la valeur totale.

Abandon par bénéficiaire.

2. Si la personne appelée à recueillir le bénéfice de l'assurance abandonne gratuitement après le décès de l'assuré tous ou partie de ses droits à un tiers, ce dernier est considéré, dans cette mesure, comme le bénéficiaire direct du contrat et est tenu, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au paiement des droits imposés par la présente loi.

Communauté de biens.

3. Lorsque l'assuré était commun en biens et en l'absence de désignation de bénéficiaire de la police d'assurance, la moitié seulement du produit de cette police est comprise dans la succession.

Dettes et charges.

4. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites du produit d'une police d'assurance payable à un bénéficiaire désigné que de la manière suivante:

a) quant aux polices régies par la Loi de l'assurance des maris et des parents, sur production d'une preuve satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence du montant payé;

b) quant aux autres polices, sur production d'une preuve satisfaisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de cette obligation."

S.R., c. 80, s. 44, am. Application.

6. L'article 44 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le présent article s'applique à toute disposition assimilée à une transmission

mitted owing to such death and shall be subject to payment of the duties provided for by section 9, according to the degree of relationship which existed between the beneficiary and the person on whose life the insurance was effected, even when the latter did not himself take out the insurance or pay the premiums thereon.

However, the proportion of the sums payable by an insurer, corresponding to the premiums paid by the beneficiary thereof personally and actually borne by him, as compared to the total amount of premiums, and the portion of the said sums which the beneficiary or assignee thereof has otherwise acquired for full valuable consideration shall not be subject to the duties imposed by this act nor included in the aggregate value.

Premium borne by beneficiary.

2. Whenever, after the insured's death, the beneficiary of an insurance shall relinquish, assign or transfer gratuitously the entirety or part of his rights to another person, the latter shall be considered *pro tanto* as the direct beneficiary thereof and shall be liable for the payment of the duties imposed by the present act.

Surrender by beneficiary.

3. Whenever the deceased was common as to property and no beneficiary of the insurance policy was designated, one-half only of the proceeds of such policy shall be included in the estate.

Community of property.

4. The debts and charges existing at the time of the death shall be deducted from the proceeds of policies payable to named beneficiaries in the following manner only:

Debts and charges.

a. As regards policies governed by the Husbands' and Parents' Life Insurance Act, upon production of satisfactory proof that the beneficiary has really paid them and to the extent of the amount paid;

b. As regards other policies, upon production of satisfactory proof that the acceptance of the insurance benefit carries with it the obligation to pay such debts and charges and to the extent of such obligation."

6. Section 44 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S., c. 80, s. 44, am.

"This section shall apply to all dispositions assimilated to transmissions owing

Application.

par décès en vertu des articles 21 à 27a et aux biens qui en font l'objet."

to death by virtue of sections 21 to 27a and to the property which is the subject matter thereof."

S.R.,
c. 80,
a. 45, am.

7. L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 13 George VI, chapitre 32, est de nouveau modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots "les droits n'ont pas été payés et que".

7. Section 45 of the said act, as amended by section 9 of the act 13 George VI, chapter 32, is again amended by striking out, in the first and second lines of the first paragraph, the words "the duties have been paid and".

R.S.,
c. 80,
s. 45, am.

Id., a. 49b,
am.

8. L'article 49b de ladite loi, édicté par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 32, est modifié en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne, le chiffre "8" par le chiffre "9".

8. Section 49b of the said act, as enacted by section 10 of the act 13 George VI, chapter 32, is amended by substituting the figure "9" for the figure "8", in the last line thereof.

Id., s. 49b,
am.

Exception.

9. Le paragraphe 2 de l'article 22 de ladite Loi des droits sur les successions, édicté par l'article 2 de la présente loi, ne s'applique pas aux dispositions entrevifs à titre gratuit ayant pris effet avant le 2 mars 1928 et n'affecte pas les litiges pendants.

9. Subsection 2 of section 22 of the said Quebec Succession Duties Act, as enacted by section 2 of this act, shall not apply to dispositions *inter vivos* by gratuitous title which took effect prior to the 2nd of March, 1928, nor shall it affect pending litigations.

Exception.

1951-52,
c. 14, ab.

10. La loi 15-16 George VI, chapitre 14 est abrogée.

10. The act 15-16 George VI, chapter 14 is repealed.

1951-52,
c. 14, re-
pealed.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.